

Le Burundi soutient la "résolution des défis" du secteur des assurances

@rib News, 15/10/2018 – Source Xinhua Le gouvernement burundais soutient la "résolution des défis" du secteur des assurances dans le pays, a déclaré jeudi Joseph Butore, deuxième vice-président du Burundi chargé de la coordination des ministères à vocation économique.

M. Butore a tenu ces propos à l'occasion de l'ouverture des états généraux sur les assurances du Burundi à Mwumba, une commune dans la province de Ngozi (nord). Dans son allocution, M. Butore a réaffirmé l'engagement du gouvernement burundais dans le développement du secteur des assurances au Burundi, qui participe de "manière substantielle" à la croissance économique du pays. "Le gouvernement burundais va user de tous ses pouvoirs pour soutenir les sociétés d'assurances opérant sur le sol burundais, notamment en veillant que les lois les régissant soient scrupuleusement respectées en tout et partout", a-t-il déclaré, en invitant les entreprises d'assurances au Burundi à "apporter leur pierre à l'édifice dans la réduction du niveau du chômage dans le pays". Le ministre des Finances, du Budget et de la Coopération au développement Economique, Domitien Ndiokubwayo, a enfoncé le clou en soulignant que le secteur des assurances constitue un "maillon important" du développement du pays, particulièrement au regard de sa contribution attendue dans la mise en œuvre du "Plan national de développement" (PND) pour la période 2018-2027. M. Ndiokubwayo a recommandé aux sociétés d'assurances au Burundi d'apporter des innovations dans leur travail "en développant notamment l'assurance agricole". Auparavant, la présidente de l'Association des assureurs du Burundi (ASSUR) et administrateur-directeur général de la Société d'Assurances du Burundi(SOCABU), Trinitas Girukwishaka, avait fait remarquer que le "faible taux de pénétration" est au cœur des difficultés des assurances dans le pays. Dans une perspective d'apporter des réponses appropriées aux défis émaillant ce secteur, elle avait appelé à l'accélération du processus d'introduction des réformes légales qui sont aujourd'hui "non encore affinées", afin de favoriser une évolution "positive" du chiffre d'affaires des sociétés burundaises d'assurance d'ici 2022.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});